

Coordination Asile Vaud

www.stoprenvoi.ch

Coordination@romandie.com

COMMUNIQUE DE PRESSE

DEPOSITION AU GRAND CONSEIL DE 4 NOUVELLES PETITIONS

Malgré que le Conseil d'Etat continue de refuser d'écouter la majorité du Grand Conseil qui demande une solution politique et humaine au sort des réfugiés déboutés/es du Canton de Vaud, la Coordination Asile fait à nouveau appel à la responsabilité des députés/es et soumet à leur examen 4 pétitions en faveur de la régularisation de 25 personnes.

La famille Husic , en Suisse depuis 7 ans, survivante du génocide de Srebrenica et en danger d'expulsion forcé. Le père est au refuge de Yverdon depuis début octobre.

La famille Zulkic , bien intégrée en Suisse, en danger en cas de retour en Serbie, devrait quitter la Suisse le 29 décembre prochain .

La famille Fazljii, de Macédoine, devrait quitter la Suisse pour rentrer dans son pays où les parents risquent l'emprisonnement. Ils ont une petite fille de 2 ans, née en Suisse et sans attaches en Macédoine.

Les familles Vejapi, Gashi et Mazreku, dont les pères de familles ont été arrêtés et emprisonnés à Frambois dans des conditions inacceptables vivent aujourd'hui dans l'angoisse et sous la menace d'un retour au Kosovo.

La Coordination Asile alerte aussi les députés/es sur une nouvelle menace d'expulsion forcée de Mohammed Bourezgue dont la pétition a été déposée il y a deux semaines et qui est toujours en détention à Frambois. Un vol vers l'Algérie serait prévu pour lui ces prochains jours.

Le nombre de signatures pour chaque pétition, qui montre une fois de plus que la population du Canton de Vaud continue à soutenir la Coordination Asile dans sa lutte pour la régularisation de toutes ces personnes, et le soutien de la majorité des députés/es à toutes les pétitions déposées jusqu'à ce jour sont une preuve de l'isolement du Conseil d'Etat dans son acharnement à vouloir exécuter les dictats de Berne.

Depuis août 2004, plus de 200 personnes qui auraient du quitter la Suisse au plus tard le 31 décembre 2004 ont été régularisées. C'est bien la preuve que des solutions existent et que la violence d'Etat est inacceptable et vouée à l'échec.

Lausanne, le 29 novembre 2005